

## LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN

### SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2016/09610]

1<sup>er</sup> DECEMBRE 2016. — Loi modifiant le Code judiciaire et la loi du 8 août 1997 sur les faillites en vue d'introduire le Registre Central de la Solvabilité (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

#### CHAPITRE 1<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

#### CHAPITRE 2. — *Modification de l'article 495 du Code judiciaire*

**Art. 2.** L'article 495 du Code judiciaire, remplacé par la loi du 4 juillet 2001 et modifié par la loi du ... 2016 relatif à certains droits des personnes soumises à un interrogatoire, est complété par un alinéa rédigé comme suit :

“Lorsque la loi prévoit que l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et l'Orde van Vlaamse Balies agissent conjointement, ils collaborent selon les modalités qu'ils déterminent.”.

#### CHAPITRE 3. — *Modifications de la loi du 8 août 1997 sur les faillites*

**Art. 3.** Dans l'article 4 de la loi du 8 août 1997 sur les faillites, un alinéa rédigé comme suit est inséré avant l'alinéa 1<sup>er</sup> :

“Sans préjudice des effets que le Code judiciaire attribue aux significations, les délais prennent cours lorsque la présente loi impose l'insertion de données ou de pièces dans le registre visé à l'article 5/1, à partir du jour suivant celui de l'insertion.”.

**Art. 4.** L'article 5 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

“Art. 5. Les notifications auxquelles procède le greffier en vertu de la présente loi ont lieu par pli judiciaire ou par l'envoi d'un acte électronique.

Les communications et dépôts auprès des curateurs, des juges-commissaires, des greffiers, du ministère public et des secrétariats de parquet, prévus par la présente loi, faits par les curateurs, les juges-commissaires, les greffiers, le ministère public et les secrétariats de parquet se font par le biais du registre visé à l'article 5/1.”.

**Art. 5.** Dans le titre I<sup>er</sup> de la même loi, il est inséré un article 5/1 rédigé comme suit :

“Art. 5/1. Le Registre Central de la Solvabilité, ci-après dénommé “le registre”, est la base de données informatique où le dossier de la faillite est enregistré et conservé.

Le registre contient toutes les données et les pièces relatives à la procédure de faillite.

Le registre vaut comme source authentique pour tous les actes et données qui y sont enregistrés.”.

**Art. 6.** Dans le même titre I<sup>er</sup>, il est inséré un article 5/2 rédigé comme suit :

“Art. 5/2. § 1<sup>er</sup>. L'Ordre des barreaux francophones et germanophone et l'Orde van Vlaamse Balies, visés à l'article 488 du Code judiciaire, ci-après dénommés “le gestionnaire”, mettent en place et gèrent le registre conjointement.

En ce qui concerne le registre, le gestionnaire est considéré comme responsable du traitement des données au sens de l'article 1<sup>er</sup>, § 4, de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

### FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2016/09610]

1 DECEMBER 2016. — Wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek en de faillissementswet van 8 augustus 1997 met het oog op de invoering van het Centraal Register Solvabiliteit (1)

FILIP, Koning der Belgen,  
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

#### HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

#### HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van artikel 495 van het Gerechtelijk Wetboek*

**Art. 2.** Artikel 495 van het Gerechtelijk Wetboek, vervangen bij de wet van 4 juli 2001 en gewijzigd bij de wet van ... 2016 betreffende bepaalde rechten van personen die worden verhoord, wordt aangevuld met een lid, luidende :

“Indien de wet bepaalt dat de Orde van Vlaamse Balies en de Orde des barreaux francophones et germanophone gezamenlijk handelen, dan stellen zij daartoe zelf de nadere regels vast.”.

#### HOOFDSTUK 3. — *Wijzigingen van de faillissementswet van 8 augustus 1997*

**Art. 3.** In artikel 4 van de faillissementswet van 8 augustus 1997 wordt vóór het eerste lid een lid toegevoegd, luidende :

“Onverminderd de gevolgen die het Gerechtelijk Wetboek toekent aan betekeningen, beginnen de termijnen te lopen telkens deze wet bepaalt dat gegevens of stukken worden opgenomen in het in artikel 5/1 bedoelde register vanaf de dag volgend op die van de opnemings.”.

**Art. 4.** Artikel 5 van dezelfde wet wordt vervangen als volgt :

“Art. 5. De kennisgevingen die de griffier doet krachtens deze wet geschieden bij gerechtsbrief of door de verzending van een elektronische akte.

De in deze wet bepaalde mededelingen aan en neerleggingen bij de curators, de rechter-commissarissen, de griffiers, het openbaar ministerie en de parketsecretariaten gedaan door de curators en de rechter-commissarissen, de griffiers, het openbaar ministerie en de parketsecretariaten, gebeuren via het in artikel 5/1 bedoelde register.”.

**Art. 5.** In titel I van dezelfde wet wordt een artikel 5/1 ingevoegd, luidende :

“Art. 5/1. Het Centraal Register Solvabiliteit, hierna “register” genoemd, is de geïnformatiseerde gegevensbank waarin het faillissementsdossier wordt opgenomen en bewaard.

Het register bevat alle gegevens en stukken betreffende de faillissementsprocedure.

Het register geldt als authentieke bron voor alle akten en gegevens die erin zijn opgenomen.”.

**Art. 6.** In dezelfde titel I wordt een artikel 5/2 ingevoegd, luidende :

“Art. 5/2. § 1. De Orde van Vlaamse Balies en de Orde des barreaux francophones et germanophone, bedoeld in artikel 488 van het Gerechtelijk Wetboek, hierna “de beheerder” genoemd, staan gezamenlijk in voor de inrichting en het beheer van het register.

De beheerder wordt met betrekking tot het register beschouwd als de verantwoordelijke voor de verwerking in de zin van artikel 1, § 4, van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens.

Le délai de conservation des données visées à l'article 5/1 est de 30 ans à partir du jugement de clôture de la faillite. A l'expiration de ce délai, les données sont déposées aux Archives de l'Etat.

§ 2. Le gestionnaire désigne un préposé à la protection des données.

Celui-ci est plus particulièrement chargé :

1. de la remise d'avis qualifiés en matière de protection de la vie privée, de la sécurisation des données à caractère personnel et des informations et de leur traitement;

2. d'informer et conseiller le gestionnaire traitant les données à caractère personnel de ses obligations en vertu de la présente loi et du cadre général de la protection des données et de la vie privée;

3. de l'établissement, de la mise en œuvre, de la mise à jour et du contrôle d'une politique de sécurisation et de protection de la vie privée;

4. d'être le point de contact pour la Commission de la protection de la vie privée;

5. de l'exécution des autres missions relatives à la protection de la vie privée et à la sécurisation qui sont déterminées par le Roi, après avis de la Commission de la protection de la vie privée.

Dans l'exercice de ses missions, le préposé à la protection des données agit en toute indépendance et transmet directement un rapport au gestionnaire.

Le Roi détermine, après avis de la Commission de la protection de la vie privée et du gestionnaire, les règles sur la base desquelles le préposé à la protection des données effectue ses missions."

**Art. 7.** Dans le même titre I<sup>er</sup>, il est inséré un article 5/3 rédigé comme suit :

"Art. 5/3. § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'accomplissement de leurs missions légales, les magistrats, les greffiers, le ministère public, les secrétaires de parquet, les curateurs, les juges-commissaires ainsi que les faillis, les créanciers, les tiers qui fournissent l'assistance judiciaire à titre professionnel, et le gestionnaire ont accès aux données visées à l'article 5/1, qui sont pertinentes pour eux. Le Roi fixe, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, les modalités d'accès au registre.

Le Roi peut, après avis de la Commission de la protection de la vie privée, permettre à d'autres catégories de personnes de consulter ces données dans les conditions qu'il détermine.

§ 2. Le gestionnaire n'est pas autorisé à communiquer les données visées à l'article 5/1, alinéa 2, à d'autres personnes que celles visées au paragraphe 1<sup>er</sup>.

Quiconque participe, à quelque titre que ce soit, à la collecte, au traitement ou à la communication des données visées à l'article 5/1, alinéa 2, ou a connaissance de telles données est tenu d'en respecter le caractère confidentiel.

§ 3. L'article 458 du Code pénal leur est applicable."

**Art. 8.** Dans le même titre I<sup>er</sup>, il est inséré un article 5/4 rédigé comme suit :

"Art. 5/4. Le gestionnaire assure le contrôle du fonctionnement et de l'utilisation du registre.

Conformément aux articles 9 à 12 de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel, le gestionnaire informe toute partie intéressée selon les modalités fixées par le Roi, après avis de la Commission pour la protection de la vie privée :

1° des données visées à l'article 5/1, alinéa 2, qui la concernent;

2° des catégories de personnes qui ont accès aux données visées au 1°;

3° du délai de conservation des données visées au 1°;

4° du responsable du traitement visé à l'article 5/2, § 1, alinéa 2;

5° de la manière dont elle peut obtenir accès aux données visées au 1°."

De bewaartermijn van de in artikel 5/1 bedoelde gegevens bedraagt 30 jaar, te rekenen vanaf het vonnis van sluiting van het faillissement. Na afloop van de termijn worden de gegevens naar het Rijksarchief overgebracht.

§ 2. De beheerder stelt een aangestelde voor de gegevensbescherming aan.

Deze is meer bepaald belast met :

1. het verstrekken van deskundige adviezen inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de beveiliging van persoonsgegevens en informatie en inzake hun verwerking;

2. het informeren en adviseren van de beheerder die de persoonsgegevens behandelt over zijn verplichtingen krachtens deze wet en het algemeen kader van de bescherming van de gegevens en de persoonlijke levenssfeer;

3. het opstellen, het toepassen, het bijwerken en het controleren van een beleid inzake de beveiliging en de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

4. het functioneren als contactpunt voor de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer;

5. de uitvoering van de andere opdrachten inzake de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de beveiliging die door de Koning worden bepaald, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

Bij het uitoefenen van zijn opdrachten handelt de aangestelde voor de gegevensbescherming volledig onafhankelijk en brengt rechtstreeks verslag uit aan de beheerder.

De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer en de beheerder, de nadere regels volgens welke de aangestelde voor de gegevensbescherming zijn opdrachten uitvoert."

**Art. 7.** In dezelfde titel I wordt een artikel 5/3 ingevoegd, luidende :

"Art. 5/3. § 1. In de vervulling van hun wettelijke opdracht hebben de magistraten, de griffiers, het openbaar ministerie, de parketsecretarissen, de curators, de rechter-commissarissen, alsook de gefailleerden, de schuldeisers, de derden die beroepsmatig rechtsbijstand verlenen, en de beheerder toegang tot de voor hen relevante, in artikel 5/1 bedoelde gegevens. De Koning bepaalt, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, de nadere regels van toegang tot het register.

De Koning kan, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, andere categorieën van personen de toestemming geven om die gegevens te raadplegen onder de voorwaarden die Hij bepaalt.

§ 2. Het is de beheerder verboden om de in artikel 5/1, tweede lid, bedoelde gegevens te verstrekken aan andere dan de in paragraaf 1 bedoelde personen.

Hij die in welke hoedanigheid ook deelneemt aan de verzameling, de verwerking of de mededeling van de in artikel 5/1, tweede lid, bedoelde gegevens of kennis heeft van die gegevens, moet het vertrouwelijke karakter ervan in acht nemen.

§ 3. Artikel 458 van het Strafwetboek is op hen van toepassing."

**Art. 8.** In dezelfde titel I wordt een artikel 5/4 ingevoegd, luidende :

"Art. 5/4. De beheerder staat in voor de controle op de werking en het gebruik van het register.

Overeenkomstig de artikelen 9 tot 12 van de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens, stelt de beheerder, op de door de Koning, na advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer, bepaalde wijze, iedere belanghebbende partij in kennis van :

1° de in artikel 5/1, tweede lid, bedoelde gegevens die haar betreffen;

2° de categorieën van personen die toegang hebben tot de in de bepaling onder 1° bedoelde gegevens;

3° de bewaartermijn van de in de bepaling onder 1° bedoelde gegevens;

4° de in artikel 5/2, § 1, tweede lid, bedoelde verantwoordelijke voor de verwerking;

5° de wijze waarop zij inzage kan verkrijgen van de in de bepaling onder 1° bedoelde gegevens."

**Art. 9.** Dans le même titre I<sup>er</sup>, il est inséré un article 5/5 rédigé comme suit :

“Art. 5/5. Le Roi détermine, après avoir recueilli l’avis du gestionnaire et de la Commission de la protection de la vie privée :

1° la forme et les modalités de l’enregistrement des données dans le registre;

2° les modalités d’accès au registre;

3° les modalités de mise en place et de fonctionnement du registre, et les données du registre.

En ce qui concerne le failli, les créanciers, les curateurs et les juges-commissaires, les catégories de données à caractère personnel suivantes sont traitées dans le registre :

1° les données d’identification, à savoir les données permettant d’identifier de manière unique le failli, les créanciers, les curateurs et les juges-commissaires, notamment :

— les noms et prénoms de la personne physique, ou le nom de la personne morale;

— la nationalité;

— la profession;

— les numéros d’identification uniques, à savoir le numéro d’identification du Registre national des personnes physiques, et le numéro d’identification de la Banque Carrefour des entreprises;

— l’adresse d’inscription dans le registre de la population, et l’adresse du siège social;

2° les données judiciaires, à savoir les données relatives au dossier de la faillite, notamment :

— le tribunal où la procédure est en cours;

— le montant de la créance déclarée;

— le nom et la qualité de la partie dans la procédure.”.

**Art. 10.** Dans le même titre I<sup>er</sup>, il est inséré un article 5/6 rédigé comme suit :

“Art. 5/6. § 1<sup>er</sup>. Afin de couvrir les coûts engendrés par la gestion du registre, le dépôt des créances par les créanciers, la prise de connaissance du dossier de la faillite via le registre et la tenue du dossier de la faillite dans le registre donnent lieu à une rétribution dont le Roi fixe le montant, les conditions et modalités de perception.

§ 2. Les rétributions sont payables au gestionnaire et collectées par ce dernier.

§ 3. Le montant des rétributions visées au paragraphe 1<sup>er</sup> varie en fonction de la qualité de la partie qui utilise le registre, du mode de dépôt et du montant de l’actif de la masse.

Le montant est adapté de plein droit le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, sur la base de la formule suivante liée à l’évolution de l’indice des prix à la consommation : le nouveau montant est égal au montant de base multiplié par le nouvel indice et divisé par l’indice de départ.

L’indice de départ est celui du mois de décembre de l’année au cours de laquelle le montant de la rétribution est établi. Le nouvel indice est celui du mois de décembre de l’année précédant le 1<sup>er</sup> janvier de l’année au cours de laquelle l’adaptation se produit.

Le résultat est arrondi à l’unité supérieure.”.

§ 4. Dans le cadre de l’accomplissement de leurs missions légales, les institutions publiques ne sont pas tenues de payer les rétributions visées dans le présent article.”.

**Art. 11.** Dans l’article 11 de la même loi, modifié par la loi du 6 décembre 2005, les mots “au greffe” sont chaque fois remplacés par les mots “dans le registre”.

**Art. 9.** In dezelfde titel I wordt een artikel 5/5 ingevoegd, luidende :

“Art. 5/5. De Koning bepaalt, na het advies te hebben ingewonnen van de beheerder en de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer :

1° de vorm en de nadere regels van de opname van gegevens in het register;

2° de nadere regels inzake de toegang tot het register;

3° de nadere regels voor de inrichting en werking van het register, en de gegevens van het register.

Met betrekking tot de gefailleerde, de schuldeisers, de curators en de rechters-commissarissen worden de volgende categorieën van persoonsgegevens in het register verwerkt :

1° de identificatiegegevens, zijnde de gegevens die het mogelijk maken om de gefailleerde, de schuldeisers, de curators en de rechters-commissarissen op unieke wijze te identificeren, onder meer :

— de naam en voornamen van de natuurlijke persoon, of de naam van de rechtspersoon;

— de nationaliteit;

— het beroep;

— de unieke identificatienummers, met name het identificatienummer van het Rijksregister van natuurlijke personen, en het identificatienummer van de Kruispuntbank van ondernemingen;

— het adres van inschrijving in het bevolkingsregister, en het adres van de maatschappelijke zetel;

2° gerechtelijke gegevens, zijnde de gegevens in verband met het faillissementsdossier, onder meer :

— de rechtbank waarbij de procedure hangende is;

— het bedrag van de aangegeven schuldvordering;

— de naam en hoedanigheid van de partij in de procedure.”.

**Art. 10.** In dezelfde titel I wordt een artikel 5/6 ingevoegd, luidende :

“Art. 5/6. § 1. Teneinde de kosten te dekken die veroorzaakt worden door het beheer van het register geven het neerleggen van schuldvorderingen door de schuldeisers, de inzage van het faillissementsdossier via het register en het beheer van het faillissementsdossier middels het register aanleiding tot de inning van een retributie waarvan de Koning het bedrag, de voorwaarden en de nadere regels van inning bepaalt.

§ 2. De retributies worden aan de beheerder betaald en door hem geïnd.

§ 3. Het bedrag van de retributies bedoeld in paragraaf 1 varieert naargelang de hoedanigheid van de partij die gebruik maakt van het register, de wijze van neerleggen en de hoegrootheid van het actief van de boedel.

Dit bedrag wordt op 1 januari van ieder jaar aan de hand van de volgende formule van rechtswege aangepast aan de evolutie van het indexcijfer van de consumptieprijzen : het nieuwe bedrag is gelijk aan het basisbedrag vermenigvuldigd met het nieuwe indexcijfer en gedeeld door het beginindexcijfer.

Het beginindexcijfer is dat van de maand december van het jaar gedurende hetwelk het bedrag van de retributie is vastgesteld. Het nieuwe indexcijfer is dat van de maand december van het jaar voorafgaand aan de eerste januari van het jaar gedurende hetwelk de aanpassing plaatsvindt.

Het resultaat wordt op een eenheid naar boven afgerond.”.

§ 4. De overheidsinstellingen die in het kader van hun opdracht gebruikmaken van het register, zijn niet gehouden tot de betaling van de retributies bedoeld in dit artikel.”.

**Art. 11.** In artikel 11 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 december 2005, worden de woorden “ter griffie” telkens vervangen door de woorden “in het register”.

**Art. 12.** Dans l'article 33, alinéa 3, de la même loi, le mot "remettent" est remplacé par le mot "déposent".

**Art. 13.** A l'article 34, § 1<sup>er</sup>, de la même loi, modifié par les lois du 4 septembre 2002 et du 7 avril 2005, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot "remettent" est remplacé par le mot "communiquer";

2° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

"Chaque état est versé au dossier de la faillite."

**Art. 14.** Dans l'article 38, alinéa 2, de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 30 décembre 2009, le point 5 est complété par les mots "dans le registre".

**Art. 15.** A l'article 39 de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 25 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, la phrase liminaire est remplacée par la phrase suivante :

"Le registre contient, pour chaque faillite, un dossier contenant :";

2° dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 7°, les mots "établis par les curateurs" sont abrogés;

3° l'alinéa 2, du paragraphe 1<sup>er</sup>, est remplacé par ce qui suit :

"Tout intéressé peut prendre connaissance du dossier visé par le présent article par le biais du registre. Les personnes visées dans l'article 62, troisième alinéa, peuvent prendre connaissance du dossier par l'intermédiaire du curateur.";

4° le paragraphe 2 est abrogé.

**Art. 16.** A l'article 43 de la même loi, modifié par la loi du 4 septembre 2002, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "déposé au greffe du tribunal pour être" sont abrogés;

2° à l'alinéa 4, les mots "déposée au greffe du tribunal pour y être jointe au dossier de la faillite" sont remplacés par les mots "déposée dans le registre".

**Art. 17.** A l'article 60, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, le mot "remettre" est remplacé par le mot "communiquer";

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

"Le juge-commissaire communique immédiatement le mémoire avec ses observations au procureur du Roi. Si le mémoire ne lui a pas été communiqué dans le délai prescrit, le juge-commissaire en prévient le procureur du Roi, et l'informe des causes du retard indiquées par le curateur."

**Art. 18.** Dans l'article 62 de la même loi, modifié par la loi du 6 décembre 2005, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans l'alinéa 1<sup>er</sup>, les mots "au greffe du tribunal de commerce" sont remplacés par les mots "dans le registre" et les mots "Sur demande, le greffier" sont remplacés par les mots "Le registre";

b) l'article est complété par trois alinéas rédigés comme suit :

"L'obligation de dépôt de pièces dans le registre ne s'applique pas, à moins qu'elles ne soient représentées par un tiers qui fournit l'assistance judiciaire à titre professionnel :

1° aux personnes physiques;

2° aux personnes morales qui sont établies à l'étranger.

La partie qui n'est pas obligée de déposer et qui ne procède pas au dépôt par voie électronique, doit déposer auprès du curateur les pièces visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

Le curateur délivre un récépissé, convertit sous format électronique les pièces reçues, les déclare conformes, et les charge dans le registre.

Le Roi peut déterminer la forme dans laquelle la déclaration doit être faite."

**Art. 12.** In artikel 33, derde lid, van dezelfde wet wordt het woord "overhandigen" vervangen door het woord "neerleggen".

**Art. 13.** In artikel 34, § 1, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 4 september 2002 en 7 april 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "overhandigen de curators aan de rechter-commissaris een omstandig verslag betreffende de toestand van het faillissement" vervangen door de woorden "delen de curators aan de rechter-commissaris een omstandig verslag betreffende de toestand van het faillissement mee";

2° het derde lid wordt vervangen als volgt :

"Elk verslag wordt bij het faillissementsdossier gevoegd."

**Art. 14.** In artikel 38, tweede lid, van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 30 december 2009, wordt het vijfde punt aangevuld met de woorden "in het register".

**Art. 15.** In artikel 39 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 25 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de inleidende zin van paragraaf 1, eerste lid, wordt vervangen als volgt :

"Voor elk faillissement wordt in het register een dossier gehouden waarin opgenomen zijn :";

2° in paragraaf 1, eerste lid, 7°, worden de woorden "door de curators opgemaakte" opgeheven;

3° het tweede lid van paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

"Elke belanghebbende kan inzage nemen van het dossier bedoeld in dit artikel via het register. De personen bedoeld in artikel 62, derde lid, kunnen inzage nemen van het dossier via de curator.";

4° paragraaf 2 wordt opgeheven.

**Art. 16.** In artikel 43 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 4 september 2002, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "ter griffie van de rechtbank neergelegd om te worden" opgeheven;

2° in het vierde lid worden de woorden "die ter griffie van de rechtbank wordt neergelegd" vervangen door de woorden "neergelegd in het register".

**Art. 17.** In artikel 60 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "te overhandigen" vervangen door de woorden "mee te delen";

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt :

"De rechter-commissaris deelt de memorie, met zijn aanmerkingen, dadelijk mee aan de procureur des Konings. Indien de memorie hem niet is meegedeeld binnen de voorgeschreven termijn, geeft de rechtercommissaris daarvan kennis aan de procureur des Konings en hij deelt hem de door de curator opgegeven oorzaken van de vertraging mee."

**Art. 18.** In artikel 62 van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 6 december 2005, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid worden de woorden "ter griffie van de rechtbank van koophandel" vervangen door de woorden "in het register" en worden de woorden "Op verzoek levert de griffier" vervangen door de woorden "Het register levert";

b) het artikel wordt aangevuld met drie leden, luidende :

"De verplichting tot neerlegging van stukken in het register geldt niet, voor zover zij niet worden vertegenwoordigd door een derde die beroepsmatig rechtsbijstand verleent, voor :

1° natuurlijke personen;

2° rechtspersonen die in het buitenland zijn gevestigd.

De partij die niet verplicht is tot en geen gebruik maakt van neerlegging langs elektronische weg legt de stukken bedoeld in het eerste lid neer bij de curator.

De curator levert een ontvangstbewijs af, converteert de ontvangen stukken in elektronische vorm, verklaart ze gelijkvormig en laadt ze op in het register.

De Koning kan de vorm bepalen waarin de aangifte moet worden gedaan."

**Art. 19.** A l'article 63, alinéa 1<sup>er</sup>, de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "sa profession" sont remplacés par les mots "le cas échéant, son numéro d'entreprise";

2° les mots "son activité commerciale principale, son identité" sont remplacés par les mots "sa dénomination sociale, son numéro d'entreprise".

**Art. 20.** Dans l'article 67 de la même loi, remplacé par la loi du 6 décembre 2005, les mots "à déposer au greffe et" sont abrogés.

**Art. 21.** A l'article 68 de la même loi, modifié par la loi du 19 octobre 2015, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots "au greffe" sont chaque fois abrogés;

2° dans l'alinéa 4, les mots "ou par voie électronique" sont insérés entre les mots "par écrit" et les mots "et l'informent par".

**Art. 22.** A l'article 71 de la même loi, les modifications suivantes sont apportées :

1° la phrase liminaire est remplacée par ce qui suit : "Le curateur établit, pour chaque faillite, un tableau contenant, pour chaque créance déclarée, les énonciations suivantes :";

2° l'article, dont le texte existant formera l'alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par un alinéa rédigé comme suit : "Le tableau est inséré dans le dossier de la faillite et mis à jour par le curateur.".

#### CHAPITRE 4. — *Disposition transitoire*

**Art. 23.** La présente loi ne s'applique qu'aux faillites qui sont déclarées ouvertes le jour suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.

#### CHAPITRE 5. — *Entrée en vigueur*

**Art. 24.** La présente loi entre en vigueur le 31 décembre 2016.

Le Roi peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1<sup>er</sup> pour chacune de ses dispositions.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 1<sup>er</sup> décembre 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

La ministre de la Justice,  
K. GEENS

Scellé du sceau de l'Etat :

Le ministre de la Justice,  
K. GEENS

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Note

*Session 2010-2011.*

CHAMBRE DES REPRESENTANTS

*Documents :*

Doc 54 1779/ (2015/2016) :

001 : Proposition de loi de M. Verherstraeten et consorts.

002 et 003 : Ajout auteur.

004 : Avis du Conseil d'Etat.

005 : Avis de la Commission de la protection de la vie privée.

006 et 007 : Amendements.

008 : Rapport.

009 : Texte adopté par la commission.

010 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale

**Art. 19.** In artikel 63, eerste lid, van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "het beroep" worden vervangen door de woorden "in voorkomend geval het ondernemingsnummer";

2° de woorden "de identiteit, de voornaamste handelsactiviteit" worden vervangen door de woorden "de naam, het ondernemingsnummer".

**Art. 20.** In artikel 67 van dezelfde wet, vervangen bij de wet van 6 december 2005, worden de woorden "op de griffie neer te leggen" opgeheven.

**Art. 21.** In artikel 68 van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 19 oktober 2015, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de woorden "ter griffie" worden telkens opgeheven;

2° in het vierde lid worden de woorden "of via elektronische wijze" ingevoegd tussen de woorden "schriftelijk" en de woorden "op de hoogte".

**Art. 22.** In artikel 71 van dezelfde wet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de inleidende zin wordt vervangen als volgt : "De curator stelt voor elk faillissement een tabel op die voor elke aangegeven schuldvordering de volgende vermeldingen bevat :";

2° het artikel, waarvan de bestaande tekst het eerste lid zal vormen, wordt aangevuld met een lid, luidende : "De tabel wordt bij het faillissementsdossier gevoegd en bijgewerkt door de curator.".

#### HOOFDSTUK 4. — *Overgangsbepaling*

**Art. 23.** Deze wet is slechts van toepassing op de faillissementen die open worden verklaard na de dag waarop deze wet in werking treedt.

#### HOOFDSTUK 5. — *Inwerkingtreding*

**Art. 24.** Deze wet treedt in werking op 31 december 2016.

De Koning kan voor iedere bepaling ervan een datum van inwerkingtreding bepalen voorafgaand aan de datum vermeld in het eerste lid.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 1 december 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Justitie,  
K. GEENS

Met 's Lands zegel gezegeld :

De minister van Justitie,  
K. GEENS

\_\_\_\_\_  
Nota

(1) Nota

*Zitting 2015-2016.*

KAMER VAN VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

*Stukken :*

Doc 54 1779/ (2015/2016) :

001 : Wetsvoorstel van de heer Verherstraeten c.s.

002 en 003 : Toevoeging indiener.

004 : Advies van de Raad van State.

005 : Advies van de Commissie voor de bescherming van de persoonlijke levenssfeer.

006 en 007 : Amendementen.

008 : Verslag.

009 : Tekst aangenomen door de commissie.

010 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.